

HERVÉ  
GATTEGNO

**UN CADAVRE**

**SUR LA ROUTE**

**DE L'ÉLYSÉE**

Les derniers secrets  
de l'affaire Markovic

Flammarion

**ENQUÊTE**



Un cadavre sur la route de l'Élysée

DU MÊME AUTEUR

*Femmes au pouvoir. Récits et confidences* (avec Anne Cécile Sarfati), Stock, 2007.

*L'Irresponsable : une présidence française (1995-2007)*, Stock, 2006.

*L'Affaire Dumas : dernière édition avant procès*, Stock, 1998 ; 2000.

Hervé Gattegno

# Un cadavre sur la route de l'Élysée

Les derniers secrets de l'affaire Markovic

Flammarion

© Flammarion, 2023.  
ISBN : 978-2-0804-2637-6

*À Anne Cécile, toujours là.*





« En politique, vous le savez comme moi, il n'y a pas d'hommes mais des idées, pas de sentiments mais des intérêts ; en politique, on ne tue pas un homme : on supprime un obstacle, voilà tout. »

Alexandre Dumas,  
*Le Comte de Monte-Cristo*



## Avant-propos

Si les scandales appartiennent à l'histoire de la République, rares sont ceux qui en ont changé le cours. L'affaire Markovic est de ceux-là. Entre l'automne 1968 et le printemps 1969, elle a provoqué la rupture entre le général de Gaulle et son dauphin présomptif, Georges Pompidou, précipitant le départ du premier et entraînant l'avènement du second. Ainsi une sordide histoire criminelle, par une succession d'événements imprévisibles, a-t-elle ébranlé un régime et atteint le pouvoir.

Je l'admets sans honte, j'ai toujours eu de l'intérêt pour la haute politique et une certaine fascination pour la basse police ; cette intrigue avait donc tout pour m'attirer.

Trop jeune pour m'en souvenir et pas assez pour l'ignorer, je savais vaguement avant d'entrer dans la presse ce que la mémoire collective en a retenu : le meurtre d'un jeune Yougoslave, ami d'Alain Delon, une enquête policière à tiroirs, la rumeur de soirées libertines impliquant l'épouse de Pompidou, un règlement de comptes entre gaullistes. C'était beaucoup et peu à la fois. Longtemps, j'ai consulté avidement tout ce qui portait sur le sujet. De vieux journaux, un ou plusieurs chapitres dans les biographies de l'ancien président et celles de l'acteur du *Samourai*, des résumés plus ou moins fournis dans des recueils historiques.

## *Un cadavre sur la route de l'Élysée*

Un seul ouvrage digne de ce nom, paru en 2011, est consacré à l'affaire\* ; documenté et enlevé, il m'a pourtant laissé sur ma faim. Je remercie son auteur, Jean-Pax Méfret, d'avoir accueilli l'annonce de mon projet avec élégance, jusqu'à me confier les quelques papiers qui lui restaient. Deux documentaires de télévision\*\* sont également dignes d'attention ; s'ils sont précieux pour les images et témoignages qu'ils exhument, les limites du genre les rendent nécessairement frustrants.

Comme journaliste d'enquête dans un quotidien du soir et pour plusieurs magazines, j'ai arpenté durant trois décennies les coulisses de notre démocratie. J'ai croisé des requins et des fauves, levé quelques lièvres, hurlé le moins possible avec les loups. J'ai souvent pensé qu'aucune des grandes « affaires » que je suivais n'était à la hauteur du dossier Markovic – dans quel autre trouve-t-on le président en exercice, deux Premiers ministres, des stars de cinéma, des caïds de la pègre et des agents secrets ? Aussi enviais-je par avance celui ou celle qui y consacrerait un jour le temps dont je ne disposais pas.

Rien de tel ne s'est produit. Faute de pouvoir lire ce récit, j'ai donc résolu de l'écrire.

Je ne prendrai pas le lecteur en traître : il n'apprendra pas ici le nom de l'assassin. On conviendra qu'il était illusoire d'espérer apporter une solution incontestable à un mystère vieux de plus d'un demi-siècle. Pour autant, j'ambitionne d'en éclairer les angles morts. Si l'enquête est

---

\* *La Sale Affaire Markovic* (Pygmalion). Quoique paru moins longtemps après les faits, *La Vérité sur l'affaire Markovitch* (Lanore, 1976), du général Claude Clément, mêle trop les considérations personnelles et les hypothèses romanesques pour que l'on puisse s'y référer.

\*\* *L'Affaire Markovic*, de Reynold Ismard et Catherine Ehrel (France 3, 2011), et *L'Affaire Markovic, Coups bas chez les gaullistes*, de Cédric Condon et Jean-Yves Le Naour (France 5, 2019).

## *Avant-propos*

restée inachevée, c'est principalement parce que la justice a manqué de jugement, puis de courage, et que la politique s'en est mêlée et a tout obscurci. J'ai tenté de remettre de l'ordre dans cet imbroglio.

J'ose le dire : dans ce *thriller* hors-norme, les coupables sont moins les auteurs du crime que ceux qui ont cherché à l'exploiter. Allant au plus vite, historiens et commentateurs se sont souvent contentés d'énoncer que ces comploteurs acharnés à la perte de Pompidou évoluaient au sommet de l'État, autant dire auprès de son chef, Charles de Gaulle. Encore fallait-il le démontrer et compléter l'inventaire. Je m'y suis efforcé.

Derrière les ministres invariablement cités, René Capitant et Maurice Couve de Murville, on découvrira que d'autres ont prêté la main à la cabale, éminences grises et agents de l'ombre, officiers ou fantassins, gaullistes de gauche et de droite, de sac et de corde, chevaliers blancs et avocats marrons. À leurs yeux, Pompidou incarnait le rival, le gêneur, l'ingrat ou le traître, c'était selon. Comme dans *Le Comte de Monte-Cristo*, tous avaient un intérêt à lui vouloir du mal. Le fait divers leur offrait une occasion dont ils furent les larrons.

La maladresse, la fourberie et la crédulité ont fait le reste. Sans oublier la cruauté ni le complotisme, qu'on n'appelait pas encore ainsi : cette propension à souscrire aux théories les moins plausibles du moment qu'elles accusent les dirigeants. La calomnie n'étant pas passée de mode, il faut d'ailleurs se demander ce qu'il adviendrait d'un prétendant attaqué aujourd'hui de la sorte, face à la toute-puissance des réseaux sociaux, avec leurs cohortes d'imprécateurs lynchant plus vite que leur ombre.

« Je ne relaterai pas les faits tels qu'ils se déroulèrent en cette fin d'année 1968 ; j'aurais pu le faire, ayant tous les documents à ma disposition », assure Pompidou dans ses

## *Un cadavre sur la route de l'Élysée*

*Mémoires*\*. Ne pouvant en dire autant, j'ai puisé une foule de détails dans les ouvrages de personnages clés et d'observateurs privilégiés. Le *Journal* tenu de 1965 à 1974 par Jacques Foccart\*\*, conseiller très spécial de De Gaulle puis de Pompidou, a constitué pour moi une source inestimable, de même que les ouvrages de deux grands journalistes : *Le Tourment et la Fatalité*, de Raymond Tournoux (Plon, 1974), et le formidable *Duel de Gaulle-Pompidou*, de Philippe Alexandre (Grasset, 1970). Je tenais ce dernier pour un maître et un ami ; je regrette infiniment qu'il ne puisse voir comment j'ai poursuivi nos conversations sur ce sujet qu'il connaissait si bien. En mettant en scène ce roman noir de la politique, je n'ai cessé de penser à lui.

Compte tenu du temps écoulé, je n'ai pu m'entretenir qu'avec de rares témoins directs. La plupart des protagonistes ont disparu de longue date, à commencer par Georges et Claude Pompidou. Leur fils, Alain Pompidou, m'avait encouragé, lors d'un entretien informel en 2017, à mener ce travail le plus loin possible. Hélas, les circonstances l'ont empêché de m'apporter son aide le moment venu. Édouard Balladur, jadis proche collaborateur de son père, m'a consacré plusieurs heures. L'ancien ministre Michel Roussin, gardien de nombreux secrets, a accepté d'en réveiller certains pour moi. Claude Bardon, grand policier dont l'affaire Markovic a marqué les débuts, s'est replongé avec passion dans ses souvenirs. Je leur en suis très reconnaissant.

Je dois à Roland Dumas un hommage particulier. À cent ans passés, sa mémoire manque de précision mais il l'a sollicitée à ma demande autant qu'il a pu. Avocat de

---

\* Georges Pompidou, *Pour rétablir une vérité*, Flammarion, 1982, p. 259.

\*\* Cinq tomes publiés chez Fayard, à partir de 1997.

## *Avant-propos*

la famille Markovic, il m'a surtout ouvert ses archives avec une générosité d'autant plus remarquable que j'ai consacré jadis maints articles et un livre à le tourmenter.

Par pure curiosité, j'avais recueilli il y a des années les confidences de l'ancien juge René Patard, sans savoir quel usage j'en ferais. Natif d'Alsace, il avait pris sa retraite à Marseille, où je n'ai jamais assez de bonnes raisons de passer du temps. Ce meurtre fut l'affaire de sa vie. Il s'en voulait moins de ne pas l'avoir élucidé que de n'avoir conservé aucune pièce de la procédure... Ce n'est qu'après sa mort, en 2017, que la providence m'a fait tomber sur les cahiers où il tenait la chronique de son instruction. Leur lecture m'a permis, en quelque sorte, de le regarder travailler comme s'il m'avait fait une place dans son bureau, voire dans son esprit.

Outre ce document inespéré, j'ai sollicité et obtenu l'accès dérogatoire au dossier judiciaire et aux notes administratives du ministère de la Justice. Ma très grande gratitude va à celles et ceux qui y ont contribué : Marie Ranquet et Aude Roelly, de la Direction des Archives nationales, Boris Dubouis, des Archives départementales de Paris, ainsi que le procureur général de Versailles, Marc Cimamonti, qui a vite partagé mon intérêt pour cette matière inestimable. En feuilletant les originaux jaunis des premiers interrogatoires, les photographies du cadavre et les notes internes de la Chancellerie, j'ai eu l'impression d'être Carter entrant dans le tombeau de Toutankhamon.

Je sais gré aussi à Agnès Wojciechowski, gardienne de la mémoire du barreau de Paris, et à la bâtonnière, Julie Couturier, de m'avoir permis de consulter les archives de M<sup>e</sup> Jacques Isorni. Et à Éric Roussel et Patrice Duhamel, experts reconnus du pompidolisme, de m'avoir nourri et orienté avec bienveillance.

*Un cadavre sur la route de l'Élysée*

À l'inverse, je ne puis que déplorer le refus opposé par Alain Delon à toutes mes sollicitations, directes et indirectes. Si je comprends sa réticence à fouiller dans de mauvais souvenirs, je regrette d'avoir dû me contenter, pour faire entendre sa voix, des réponses qu'il a formulées devant la police, les juges et la presse, entre 1968 et 1976. Peut-être aurait-il pu, si longtemps après, contribuer à faire avancer la vérité sur la mort de celui qui avait été son ami.



## Les personnages

Au moment où commence l'affaire Markovic, en voici les principaux protagonistes :

**Georges Pompidou** : député du Cantal, ancien Premier ministre, cinquante-sept ans. Il espère succéder au général de Gaulle, dont il a été le collaborateur dès la Libération.

**Alain Delon** : acteur, trente-deux ans. Depuis son premier film, *Quand la femme s'en mêle*, tourné en 1957, il est considéré comme le meilleur espoir du cinéma français.

**François Marcantoni** : gangster, quarante-huit ans. Ancien employé des arsenaux de Toulon, engagé dans la Résistance, il a effectué plusieurs séjours en prison et se déclare gérant de débits de boissons.

**Maurice Couve de Murville** : Premier ministre, soixante et un ans. Ministre des Affaires étrangères pendant dix ans, il a succédé à Pompidou à Matignon après Mai-68 et se veut le plus zélé des gaullistes.

*Un cadavre sur la route de l'Élysée*

**René Capitant** : ministre de la Justice, soixante-sept ans. Grand juriste et résistant, il est l'un des fondateurs et le leader du courant des « gaullistes de gauche ».

**Bernard Tricot** : secrétaire général de la présidence de la République, quarante-huit ans. Haut fonctionnaire venu de la gauche, il est le premier collaborateur du général de Gaulle à l'Élysée.

**Jacques Foccart** : secrétaire général aux Affaires africaines et malgaches, cinquante-cinq ans. Il est le plus proche conseiller de De Gaulle pour les questions de renseignement, la diplomatie secrète et les affaires sensibles.

**Michel Jobert** : principal collaborateur de Pompidou, quarante-sept ans. Haut fonctionnaire, il a été son conseiller à Matignon avant d'y diriger son cabinet. Il anime le cercle d'élus et d'amis censés travailler, le jour venu, à sa campagne présidentielle.

**Raymond Marcellin** : ministre de l'Intérieur, cinquante-quatre ans. Avocat, député du Morbihan et maire de Vannes, il est l'un des dirigeants des Républicains indépendants, le parti de Valéry Giscard d'Estaing, tout en revendiquant son soutien à Pompidou.

**René Patard** : juge d'instruction au tribunal de Versailles, quarante-quatre ans. Entré dans la magistrature en 1947, il a été en poste à Hazebrouck et au Havre, puis affecté au parquet en Algérie de 1961 à 1965.

**Jean-Jacques Lajaunie** : procureur de la République, cinquante ans. Magistrat depuis seize ans, il dirige le parquet de Versailles depuis 1963.

## *Les personnages*

**Jean Samson** : commissaire de police, cinquante-sept ans. Ancien instituteur, il a intégré la police après la Libération. Il est chargé des enquêtes criminelles au SRPJ de Versailles.

**Claude Bardon** : commissaire de police, trente et un ans. Parachutiste en Algérie, entré dans la police en 1960 après des études de droit, il a effectué des missions d'infiltration du milieu avant de rejoindre le SRPJ de Versailles.

**Guy Chavanon** : procureur général de Paris, cinquante-neuf ans. Ancien directeur du cabinet de Jean Foyer au ministère de la Justice puis chef du parquet de la Seine, il est le supérieur hiérarchique du procureur de Versailles.

**Pierre Arpaillage** : directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice, quarante-quatre ans. Magistrat et ancien directeur du cabinet de deux gardes des Sceaux (Jean Foyer et Louis Joxe), il supervise l'action des parquets et l'évolution des affaires « signalées ».

**Jacques Isorni** : avocat, cinquante-sept ans. Défenseur de Philippe Pétain en 1945, antigaulliste fervent, député de Paris de 1951 à 1958 sous l'étiquette du Centre national des indépendants et paysans, le parti d'Antoine Pinay. Il sera désigné par François Marcantoni pour assurer sa défense.

**Roland Dumas** : avocat, quarante-six ans. Résistant à vingt ans, député de la Haute-Vienne sous la IV<sup>e</sup> République, proche du leader socialiste François Mitterrand, il plaide pour *Le Canard enchaîné* et dans de nombreux dossiers politico-judiciaires. Il se constituera partie civile au nom de la famille Markovic.



## Deux hommes en vue

La fin de la journée s'étire chaudement sur les collines de Ramatuelle. Il est bientôt 19 heures, le 3 octobre 1968, quand deux inspecteurs sonnent à la porte de La Capilla. C'est dans cette luxueuse villa dont la terrasse offre une vue dégagée sur le golfe de Saint-Tropez qu'Alain Delon s'est installé avec ses proches, le temps du tournage de *La Piscine*, le film qui marque ses retrouvailles à l'écran avec Romy Schneider. L'arrivée des enquêteurs ne le surprend pas. De Paris, son imprésario Georges Beaume l'a prévenu au téléphone :

« Stevan a été tué. La police veut t'interroger. »

Dans *La Piscine*, le romancier raté qu'interprète Delon subit les questions sournoises d'un inspecteur à qui on ne la fait pas. La scène a été tournée trois jours plus tôt ; voilà que la réalité rejoint la fiction. Face aux vrais policiers, assis autour de la table du salon, l'acteur se dit « bouleversé et choqué » mais il reste maître de lui, à l'image des personnages qu'il a l'habitude d'incarner. Sensible mais froid.

« Rien ne m'avait préparé à apprendre une telle nouvelle », déclare-t-il<sup>1</sup>.

Stevan Markovic était son ami. Un jeune Yougoslave qui vivait chez lui, à Paris, dans son hôtel particulier de

## *Un cadavre sur la route de l'Élysée*

l'avenue de Messine. Delon l'a accueilli, entretenu, présenté à ses relations. Grâce à lui, l'immigré venu de Belgrade sans un sou a fréquenté les restaurants chics et les boîtes à la mode, côtoyé du beau monde, découvert la vie rêvée des stars. Aux premières loges, il a assisté à son irrésistible ascension, vu l'étoile montante du cinéma français en devenir l'étoile filante. L'acteur a brûlé les étapes, travaillé pour les plus grands réalisateurs – Visconti, Verneuil, Melville –, séduit le public et les critiques.

En cet automne 1968, Alain Delon n'a pas encore trente-trois ans et déjà vingt-huit films à son actif, presque toujours avec le premier rôle, dont plusieurs chefs-d'œuvre – *Plein Soleil*, *Rocco et ses frères*, *Le Guépard*, *Mélodie en sous-sol*, *Le Samourai*. Il a joué les jeunes premiers, les mauvais garçons et les tueurs à gages, et même prêté ses traits au général Chaban-Delmas, héros de la Libération et président de l'Assemblée nationale, dans *Paris brûle-t-il ?*. Toujours dans son sillage, Markovic a servi de « doublure » pour la mise au point des lumières dans plusieurs films – le dernier, dont Delon partageait l'affiche avec Charles Bronson, portait un titre prémonitoire : *Adieu l'ami*.

Aux inspecteurs, l'acteur explique que son protégé devait « justifier d'un travail pour obtenir des papiers en règle et résider en France comme réfugié politique ».

« J'avais donné mon amitié à Stevan, ajoute-t-il ; quand je le fais, c'est sans réserve et même si cela peut étonner certaines personnes, j'estime que je n'avais pas à m'immiscer dans sa vie privée. Je suis donc incapable de dire quelles pouvaient être les ressources exactes de Stevan. »

Il assure ne pas savoir non plus qui pouvait vouloir le tuer. Markovic avait une réputation de playboy et de flambeur, avançaient les inspecteurs. Les parties de poker et les conquêtes – féminines et masculines, semblait-il – occupaient ses

soirées et ses nuits ; tant de succès ne lui valaient-ils pas quelques jalousies, des rancunes ?

« Je ne connais personne, dans quelque milieu que ce soit, qui aurait pu en vouloir à Stevan de lui avoir pris sa femme ou son amie, tranche Delon. Parmi les Yougoslaves, Stevan était aimé et craint à la fois, sa personnalité ressortait incontestablement du lot. Il passait pour le chef de file, à tous les points de vue : politique, intellectuel, présence, force physique. Les rapports entre Stevan et moi étaient différents : j'admirais sa personnalité et j'appréciais ses qualités de cœur. Malgré notre amitié, je devais me séparer de lui puisque je quitte mon appartement de l'avenue de Messine. »

Les deux hommes ne se sont pas revus depuis le début du mois d'août, assure le comédien. Lui est descendu dans le Var pour tourner *La Piscine*, dont les prises de vues ont commencé le 19. Markovic devait le rejoindre le 25.

« Il n'est pas venu, je ne me suis pas inquiété », indique Delon.

Mais à la fin de septembre, un certain Uros a surgi dans ses bureaux parisiens et insisté pour lui parler d'urgence. Il se présentait comme un camarade de Markovic. La secrétaire, Bernadette Rey, lui a passé Delon au téléphone. Au bout du fil, l'individu paraissait « absolument paniqué » et a soufflé : « Stevan a disparu. » Il a parlé d'un rendez-vous auquel Markovic devait se rendre, le dimanche 22 septembre, « une partie de cartes avec un nommé François Marcantoni ». Il l'a vu monter à l'arrière d'un taxi à bord duquel se trouvait déjà un passager, et depuis, aucun signe de vie.

Delon raconte qu'il a tenté d'apaiser Uros – Stevan allait sûrement rentrer, il était coutumier de tels « agissements impromptus ». Or quatre jours après, le même garçon a sonné à la porte de Nathalie Delon, encore plus pressant ;

## *Un cadavre sur la route de l'Élysée*

il voulait à tout prix rencontrer son mari. L'acteur a alors chargé sa secrétaire d'acheter un billet d'avion pour Nice au Yougoslave, de lui remettre un peu d'argent et, dans la nuit du 26 au 27 septembre, Uros se présentait à La Capilla.

Alain Delon revoit son visiteur « effrayé » et « livide », tenant des propos embrouillés et peu cohérents. Uros se pensait en danger, craignait d'être suivi. Au risque de « trahir l'amitié » qui le liait à Markovic, il voulait alerter : « Stevan est devenu fou, il a un besoin pressant d'argent, il est prêt à tout. » L'acteur lui a conseillé de rentrer à Paris et de se renseigner auprès de Marcantoni – une « vieille connaissance », indique-t-il aux policiers, dont il « ne connaît pas les activités » mais qu'il a pris soin de faire prévenir par Georges Beaume. Par la suite, Uros lui a confirmé s'être entretenu avec Marcantoni.

« Ce n'est pas l'homme que j'ai vu dans le taxi avec Stevan », a-t-il certifié.

L'audition d'Alain Delon se prolonge dans la nuit. Souvent, le téléphone sonne et il décroche sans se soucier de la présence des inspecteurs. Eux se détournent par discrétion, sauf à un moment précis où, visiblement stupéfait, il leur fait signe d'écouter son correspondant – Djorge Markovic, un cousin de Stevan. Comme l'écouteur est défectueux, Delon répète à voix haute ce qu'il entend :

« Quoi, tu as vu le cadavre ? Il a une balle dans la tête<sup>2</sup> ? »

Les policiers, perplexes, ne relèvent pas. Avant de quitter la capitale, ils ont lu dans le rapport d'autopsie que Stevan Markovic avait été battu à mort ; aucune mention de coups de feu. Delon ne s'émeut pas non plus. Souvent entouré de Yougoslaves, il connaît leur propension à en rajouter, pour la frime ou dans le macabre. Les inspecteurs choisissent de ne pas signaler ce curieux coup de fil dans



## *Deux hommes en vue*

leur compte rendu. Sur le coup, la décision paraît raisonnable : s'ils avaient voulu mentionner cet appel, il aurait fallu indiquer tous ceux qui l'ont précédé, donc reprendre le procès-verbal depuis le début, demander à Delon l'identité de tous ses interlocuteurs, vérifier, prendre en note, retaper à la machine l'ensemble des déclarations. Aussi harassés qu'intimidés, ils renoncent à faire du zèle, éludent ce détail et reprennent le cours de l'audition.

Ils mettent un point final à leur procès-verbal à l'aube du 4 octobre, à 1 h 45 du matin.

Quand il les raccompagne à la porte, Alain Delon ne sait pas encore que sa vie va bientôt ressembler à l'un de ses films. Un polar sombre et mouvementé, dont il partagera la vedette avec une autre célébrité qui ne s'y attend pas plus que lui.

Le 4 octobre 1968, en début de soirée, Georges Pompidou fait son retour à l'Élysée. La V<sup>e</sup> République a dix ans pile, mais c'est là pure coïncidence. Le couple de Gaulle l'a invité à dîner en compagnie de son épouse, Claude. Premier ministre pendant six ans et trois mois, Pompidou a quitté Matignon le 10 juillet et, depuis cette date, il n'a pas revu le Général, qui l'avait pourtant assuré vouloir garder avec lui « des relations particulièrement étroites ». Après leur séparation, de Gaulle lui a écrit une lettre à sa façon, élégante et emphatique, qui se concluait par ces mots : « Je souhaite que vous vous teniez prêt à accomplir toute mission et à assumer tout mandat qui pourraient vous être un jour confiés par la nation<sup>3</sup>. » Plus tard, pour justifier son limogeage, il a inventé cette formule qui fera florès :

« Après tout ce qu'il a fait (...), il était bon qu'il fût, sans aller jusqu'à l'épuisement, placé en réserve de la République<sup>4</sup>. »

## *Un cadavre sur la route de l'Élysée*

Bien que le secrétaire général de la Présidence, Bernard Tricot, soit également convié ce soir-là, les retrouvailles avec Pompidou ne figurent pas à l'agenda officiel. Le Général n'aime pas mélanger la politique et les relations personnelles avec les affaires de l'État ; la table a donc été dressée dans l'appartement privé, dans l'aile ouest du palais. Après le repas, les hommes s'installent dans les fauteuils de velours vert pour fumer et parler de l'avenir :

« Il faut vous préparer, et il faut qu'on le voie », recommande de Gaulle<sup>5</sup>.

Des rencontres choisies, des voyages à l'étranger, de rares apparitions à l'Assemblée, où Pompidou siège dorénavant comme simple député du Cantal. C'est ainsi, par petites touches, qu'on transforme un ancien chef de gouvernement en futur président.

« Il m'a fait la description exacte de tout ce que je ne devais pas faire, de tout ce que je devais faire, c'est-à-dire me tenir tranquille, ne pas prendre part, rester discret », raconte l'ex-Premier ministre<sup>6</sup>.

Pour lui, les conseils du grand homme valent mieux qu'une approbation ; il y voit un encouragement. Dans l'après-midi, l'éditorialiste du *Monde* Pierre Viansson-Ponté, dont les articles sont scrutés par le microcosme politique, a écrit à son propos qu'il « n'est plus le dauphin mais le prétendant » à une succession d'ores et déjà ouverte.

C'est que, depuis les « événements » du mois de mai, l'astre gaullien a pâli. Les Français l'ont compris ; aucun ne l'a constaté de plus près que Georges Pompidou. Si le Général a surmonté la crise, c'est en grande partie grâce à son aide. C'est le Premier ministre qui a rétabli l'ordre sans provoquer une guerre civile – de Gaulle était prêt à faire tirer sur la foule. C'est lui aussi qui a négocié avec les syndicats pour mettre fin à la grève qui paralysait le pays – de Gaulle ne voulait rien céder. Lui encore qui

## *Deux hommes en vue*

a plaidé pour la dissolution de l'Assemblée nationale – de Gaulle aurait préféré un référendum. Lui, enfin, qui a mené la campagne des élections législatives jusqu'au triomphe – de Gaulle en a pris ombrage.

De ce printemps insurrectionnel, le Président est sorti affaibli et le Premier ministre, renforcé. Le rapport entre eux s'est modifié. Il n'y a plus le suzerain et son vassal, le stratège et l'exécutant ; ils sont désormais comme deux alliés, dont l'épreuve a révélé la complémentarité, mais aussi les différences – à commencer par celle de l'âge. À soixante-dix-sept ans, de Gaulle ressemble à un vieux monarque sorti d'un livre d'histoire. Pompidou en a cinquante-sept, il incarne la relève. C'est pourquoi sa mise à l'écart était inéluctable. Avec le recul, l'intéressé en convient avec lucidité : « Il était souhaitable qu'un Premier ministre devenu trop encombrant s'effaçât au profit d'un autre qui ramènerait la fonction à sa dimension constitutionnelle<sup>7</sup>. »

Pour réaffirmer sa prééminence, de Gaulle a remplacé Pompidou par son antithèse. À l'Auvergnat rond et madré succède un aristocrate champenois sec et hautain, peu familier des arcanes de la politique : Maurice Couve de Murville. Un inspecteur des finances reconverti en diplomate, à la silhouette et au style britanniques, qui se considère comme le gaullisme personnifié puisqu'il a porté pendant dix ans – jour pour jour – la parole du Général autour de la planète en tant que ministre des Affaires étrangères. Les « barons » – ainsi appelle-t-on les plus anciens compagnons de l'homme du 18 juin, piliers du régime – savaient depuis longtemps que l'heure de « Couve » viendrait ; seule sa défaite aux législatives à Paris, en mars 1967, a retardé l'échéance\*. Pompidou

---

\* Candidat dans le 7<sup>e</sup> arrondissement, Maurice Couve de Murville fut battu par le député sortant, Édouard-Frédéric Dupont.

*Un cadavre sur la route de l'Élysée*

lui-même anticipait cette promotion : il a appuyé sa nomination aux Finances dans son dernier gouvernement, afin qu'il complète son expérience pour se préparer à la suite. Mais à présent qu'il est dans la place, Maurice Couve de Murville entend avoir autorité sur la majorité parlementaire et lance vers son prédécesseur des regards soupçonneux. Il n'a pas digéré que les députés de l'UDR ovationnent leur collègue du Cantal à sa première apparition sur leurs bancs, ni qu'ils lui décernent le titre de « président d'honneur ». Quand Couve et Pompidou se croisent dans les couloirs du Palais Bourbon, les deux se disent à peine bonjour.

Désireux de ne pas trop se montrer sans pour autant s'effacer, Georges Pompidou a pris ses quartiers dans un immeuble proche de l'Assemblée, boulevard de Latour-Maubourg, où le ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, lui sous-loue des locaux. L'y ont rejoint ses collaborateurs les plus proches : Michel Jobert, Édouard Balladur, Anne-Marie Dupuy, Pierre Juillet, son homme de l'ombre, et Simonne Servais, son attachée de presse. Tous les lundis, en fin d'après-midi, les élus et conseillers du premier cercle sont conviés autour d'un whisky. On échange des analyses, on réfléchit à ce qu'il faudra dire et faire pour lui, quand le signal sera donné. Dès l'été, le « patron » a soufflé ce qu'il avait en tête :

« Le Général voudra partir. Il n'ira pas jusqu'au terme de son mandat. Je ne sais s'il partira dans six mois, dans dix-huit mois ou dans deux ans, mais il n'attendra pas que sonne l'heure du départ au clocher constitutionnel<sup>8</sup>. »

En attendant, c'est peu dire que Pompidou n'a plus la main sur le gouvernement. S'il y garde quelques rares fidèles – dont un secrétaire d'État plein d'avenir nommé Jacques Chirac –, les barons sont aux commandes : Michel Debré, Pierre Messmer, Roger Frey, André Malraux. Renouvelé

## *Deux hommes en vue*

à la Justice, où le Général l'avait déjà imposé à Pompidou en mai, le chef de file des « gaullistes de gauche », René Capitant, savoure sa revanche. Il s'était promis publiquement d'« avaler la couleuvre Pompidou » ; il a le sentiment d'y être parvenu – mieux, de l'avoir digérée.

« C'est Pompidou qui est parti, c'est moi qui suis ici », jubile le garde des Sceaux. Le voilà débarrassé de l'homme qu'il accusait de saboter la réforme de la « participation »\*, pourtant désirée par de Gaulle, et d'imposer le conservatisme au sommet de l'État. Jean-Marcel Jeanneney, autre figure de ce courant qui exècre l'ancien Premier ministre, est chargé de préparer le référendum qui devra entériner cette révolution pour les salariés.

Devant ses visiteurs, Pompidou s'en désespère par anticipation. Lui qui pensait gagner de l'autonomie et reprendre des forces en quittant Matignon, s'aperçoit maintenant que, loin du pouvoir, il a perdu de l'influence et manque d'informations. Il lui arrive de découvrir dans la presse ce que, naguère, il était le premier à savoir. Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, il espérait que son exil forcé le mettrait à l'abri des tempêtes. En réalité, jamais il n'a été à ce point exposé aux dangers.

À la merci de ses ennemis.

---

\* Réforme consistant à associer les salariés aux bénéficiaires de l'entreprise sous la forme de compléments de rémunération, voire d'actions gratuites. Dans l'esprit du général de Gaulle, il s'agissait d'inventer une « troisième voie » entre le capitalisme et le communisme. Une série d'ordonnances datées du 17 août 1967 en avait posé les bases avec des mesures d'incitations pour les grandes entreprises, mais les gaullistes de gauche militaient pour élargir le dispositif, le rendre obligatoire et permettre aux salariés de participer non seulement aux résultats mais à la gouvernance.



## Le mort d'Élancourt

Il s'en est fallu de peu qu'on ne retrouvât jamais le corps de Stevan Markovic. Il gisait en contrebas de la départementale 58, au niveau d'un petit bois appelé « La Cavée du roi », sur la commune d'Élancourt en direction de Plaisir, dans les Yvelines. Il était empaqueté dans une housse de matelas en plastique, elle-même emballée dans un sac en toile de jute. D'évidence, on l'avait jeté du bord de la route pour qu'il roule au fond du ravin, profond d'une trentaine de mètres, où s'entassaient des détritiques formant une décharge sauvage. Ceux qui voulaient se débarrasser du cadavre avaient dû agir de nuit et filer sans se retourner. Ils n'ont pas remarqué que des arbustes le retenaient au début de la pente en empêchant sa chute. Sans ces branchages providentiels, il aurait disparu au milieu des déchets. Il n'y aurait jamais eu d'affaire Markovic.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1968, un ferrailleur du coin se promenant à pied sur la route aperçoit le paquet. Il le prend pour un sac de blé, déchire l'emballage au couteau et découvre « le ventre nu d'un homme sur lequel un tricot était relevé<sup>1</sup> ». Il alerte la gendarmerie de Pontchartrain. Le macchabée est extrait de son linceul de fortune. C'est celui d'un homme d'environ 1,78 mètre, âgé de trente à trente-cinq ans, aux cheveux châtain et aux yeux verts, à la carrure

## *Un cadavre sur la route de l'Élysée*

imposante. Vêtu d'un pantalon gris, d'une chemisette marron et d'un pull-over bleu marine, il porte des chaussettes noires mais pas de chaussures. Une passante témoigne : elle avait repéré ce drôle de colis le 27 septembre, soit cinq jours auparavant, et une paire de chaussures noires à côté. Revenue le lendemain au même endroit pour promener son chien, elle a constaté que les chaussures n'y étaient plus.

Sur le corps, on n'a trouvé ni portefeuille, ni montre, ni argent.

Informé, le procureur de Versailles dépêche sur place des enquêteurs du Service régional de police judiciaire (SRPJ). Les recherches alentour n'apportent aucun indice, la dépouille est transportée jusqu'à l'hôpital pour être autopsiée.

« Tout a été fait très vite, trop vite sans doute ; on croyait avoir affaire à un crime de rôdeur », analysera plus tard le juge d'instruction saisi du dossier, René Patard<sup>2</sup>.

À la morgue, deux médecins légistes examinent sommairement le corps. La cause du décès, qu'ils font remonter « à trois ou quatre jours », paraît certaine : le crâne de l'inconnu a été défoncé, le cerveau réduit en bouillie ; son visage porte des marques de coups et des plaies, la mâchoire est à moitié arrachée. Dans sa bouche, une boule de coton gorgée de sang. Les experts concluent qu'il a succombé à de « très graves lésions méningo-encéphaliques résultant du traumatisme crânien provoqué à l'aide d'un objet contondant, volumineux et pesant »<sup>3</sup>.

L'homme a été frappé de face, avec une masse ou un marteau. Aucune autre trace n'est détectée : la preuve qu'il ne s'est pas débattu. Faute de l'appareil nécessaire, aucune radiographie n'est effectuée. Tout juste le juge Patard s'étonne-t-il de l'aspect du cerveau, « en forme de grosse framboise<sup>4</sup> ». Un souvenir lui revient en mémoire : quand



## *Le mort d'Élancourt*

il était en poste à Hazebrouck, en 1965, l'autopsie de cinq indépendantistes algériens abattus dans une forêt lui a appris que les morts par balles présentent toujours cette caractéristique. Mais il garde sa remarque pour lui. Le cadavre, allongé sur le dos, n'est même pas retourné. C'est pourquoi on n'aperçoit pas, à gauche de la nuque, l'orifice de la balle de revolver qui l'a tué.

« Dans une enquête criminelle, tout se joue dans les premières heures ; si on rate un indice ou qu'on part dans la mauvaise direction, on le paie jusqu'à la fin et c'est ce qui s'est passé », se désole Claude Bardon, l'un des commissaires chargés de l'affaire. Pour lui, « l'affaire Markovic est le prototype de l'enquête ratée »<sup>5</sup>.

À l'époque, la Police judiciaire est en pleine réorganisation. L'affaire Ben Barka\*, dans laquelle plusieurs policiers ont été impliqués, a rendu nécessaire une remise en ordre. Aux brigades mobiles, créées par Clemenceau, succèdent les SRPJ pour renforcer le maillage territorial. Dans la capitale, la préfecture de police est placée sous la tutelle étroite du ministère de l'Intérieur. Il s'ensuit une concurrence entre services : on se dispute les « beaux dossiers », les crimes spectaculaires, ceux qui impliquent le milieu ou des personnalités ; les autres, dont la presse ne parlera pas, sont délaissés, bâclés. Pendant quelques heures, le mort d'Élancourt a été rangé dans la seconde catégorie.

C'est seulement trois semaines plus tard, le 26 octobre, que sera établie la véritable cause du décès : Stevan Markovic a bel et bien reçu une balle en pleine tête, tirée de très près et par-derrière. Entretemps, l'identification de la victime grâce aux empreintes digitales et les premières indications

---

\* L'opposant marocain et leader tiers-mondiste Mehdi Ben Barka avait été enlevé à Paris le 29 octobre 1965, et sans doute assassiné. Son corps n'a pas été retrouvé.

## *Un cadavre sur la route de l'Élysée*

recueillies à son sujet ont amplifié les doutes du juge Patard. Le Yougoslave était athlétique et bagarreur – il a même été champion de lutte dans sa jeunesse ; pourquoi diable ne s'est-il pas défendu contre ses assaillants ? Peut-être a-t-il été drogué. Pour le vérifier, un examen toxicologique est ordonné. La dépouille de Markovic est exhumée, une nouvelle autopsie pratiquée à l'institut médico-légal de Paris, assortie cette fois d'une radio. Résultat : pas de résidus narcotiques, mais sur les clichés apparaît un petit orifice parfaitement rond au niveau de la nuque. Un projectile en plomb de gros calibre est ensuite retrouvé, niché « dans le magma putréfié du cerveau », qui avait été replacé – détail scabreux – dans la poitrine du mort après le premier examen, comme le font couramment les légistes<sup>6</sup>. L'expertise balistique précise que la balle a été tirée par un revolver Smith et Wesson, modèle 38 Spécial, l'arme favorite des truands.

La reconstitution du parcours de Markovic confirme ses mauvaises fréquentations. Né à Belgrade le 18 mai 1937 dans une famille bourgeoise, il est le fils d'un fonctionnaire des finances rallié au régime communiste du maréchal Tito. Sa mère, suspectée de dissidence, a été déportée sur l'île de Goli-Opok, dans l'Adriatique. Stevan avait onze ans, il ne l'a jamais revue. Son frère, Alexander, s'est enrôlé dans la marine et sa sœur, Liljana, a obtenu une bourse pour suivre des cours d'architecture à Paris. Lui a vite interrompu ses études ; il préférait les soirées dansantes, l'oisiveté et les filles faciles, qu'attiraient son physique avantageux et son bagout. « Il était malhonnête, paresseux et goûtait fort la grande vie », résumant les enquêteurs<sup>7</sup>.

Entré clandestinement en France à l'automne 1958 par la frontière italienne, il y a retrouvé bien des compatriotes. C'est l'époque où les autorités de Belgrade, redoutant la

## *Le mort d'Élancourt*

contestation de la jeunesse, encouragent les départs et signent des accords économiques avec les pays d'Europe de l'Ouest. Stevan pose sa valise dans une pension du faubourg Montmartre avant de fréquenter les beaux quartiers grâce aux conquêtes féminines qui l'hébergent pour une nuit ou davantage. Ouvrier chez Renault, il est vite désespéré par Billancourt. Alors il joue les « photostoppeurs » dans les lieux touristiques de la capitale, puis sur la Riviera, à Biarritz et, l'hiver, dans les stations de ski. Au cours d'un séjour en Haute-Savoie, il rencontre en décembre 1961 une jeune femme, Claude. De leur liaison passagère, un garçon naît l'été suivant ; Markovic ne le connaîtra jamais.

En 1962 et 1963, les fichiers de la police mentionnent son implication dans plusieurs rixes, dont une le conduit en cellule à Chambéry. En 1964, il est emprisonné à Namur, en Belgique, puis en 1967 à Annecy, pour des « vols avec effraction ». Depuis lors, il est titulaire d'un permis de séjour en règle à titre de « réfugié politique ». Sur les documents administratifs, son dernier domicile connu est le 22, avenue de Messine à Paris : l'adresse d'Alain Delon.

Markovic a rencontré l'acteur pendant l'été 1963, sur le tournage de *La Tulipe noire*, dont une partie a lieu à Nice. Le jeune Yougoslave habite alors à Juan-les-Pins chez sa maîtresse du moment, qui se plaint de ses grasses matinées à rallonge et de son oisiveté. « Durant notre liaison, il n'a pratiquement jamais travaillé », confie-t-elle à la police<sup>8</sup>. C'est un compatriote qui l'a recommandé pour des figurations aux studios de la Victorine : Milos Milosevic, un playboy d'à peine vingt ans qui fait office de secrétaire et de garde du corps d'Alain Delon. L'acteur, dont la première imprésario, Olga Horstig, avait été conseillère à l'ambassade de Yougoslavie en France, apprécie la compagnie de ces immigrés serbes joyeux, libres et virils, souvent entourés de jolies filles, qui rient fort et trouvent toujours